



Le Project Voix des Mères

Rapport final

Coalition des services de garde à l'enfance



**NEW BRUNSWICK
CHILD CARE COALITION**

**COALITION DES SERVICES
DE GARDE À L'ENFANCE
DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

Le Project Voix des Mères

Rapport final

Coalition des services de garde à l'enfance

51, rue Williams
Moncton (N.-B.)
E1C 2G6
506-855-8977
www.nbccc-csgnb.ca

Remerciements

Nous remercions les personnes suivantes pour leurs contributions à la préparation de ce document.

Martha Friendly et Jane Beach : recherche et le développement des modèles de financement.

Suzanne Bernard, Soluterm Inc, traduction.

Kim Nelson, Kim Nelson Design, Graphiste et mise en page.



Ce projet est financé dans le cadre du Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada.

Table des Matières

Introduction.....	4
Contexte.....	4
Étape de la recherche.....	5
Modèles de financement des services de garde.....	5
« <i>Financement du parent</i> ».....	6
« <i>Financement du programme</i> ».....	6
« <i>Financement du système</i> ».....	6
<i>Financement des services de garde au Nouveau-Brunswick</i>	7
Ateliers Voix de mères.....	7
Étape des ateliers.....	7
Communautés cibles.....	9
Préoccupations communes pour les mères du Nouveau-Brunswick.....	10
Points marquants de différentes communautés.....	10
Voix de mères au sujet du financement des services de garde au Nouveau-Brunswick.....	12
Financement des services de garde : paroles de mères.....	12
Dieppe.....	12
Fredericton.....	13
Shédiac.....	14
Campbellton.....	14
Fredericton – Partenariat avec le YMCA.....	14
St-Andrew’s-by-the-sea.....	16
Étape de l’analyse.....	16
Conclusion.....	18

Introduction

De nombreuses recherches ont été effectuées pour comprendre les effets que peuvent avoir des services d'apprentissage et de garde à l'enfance sur les familles et sur la société. La Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick était d'avis que trop peu de recherche participative avait été effectuée sur l'expérience des mères et sur les conséquences sociales et économiques auxquelles ces dernières doivent faire face par rapport aux services de garde. Nous nous demandions si les mères pensaient que le financement gouvernemental avait un impact sur les programmes et services dans leur communauté. Le but de ce projet était de rassembler des voix de mères, afin d'en apprendre davantage sur le lien entre les modes de financement gouvernementaux et l'avis des mères sur l'impact qu'ont ces modes de financement sur l'accessibilité aux services de garde dans leurs communautés.

Ce rapport expose les résultats de nos discussions avec des mères des quatre coins de la province et reflète les voix des mères auxquelles nous avons parlé. Bien que ces résultats ne peuvent être appliqués scientifiquement à l'ensemble de notre province, ils nous donnent un bon aperçu de l'opinion de nombreuses mères sur la manière dont les gouvernements financent les services de garde.

Il s'agit d'un projet participatif. Cela signifie que chaque mère y ayant participé a été encouragée à partager son point de vue sur le rapport final.

Contexte

La Coalition des services de garde du Nouveau-Brunswick regroupe des organisations et individus du Nouveau-Brunswick solidaires envers des services de garde de qualité, sans but lucratif et financés par l'État, dotés de personnel formé et adéquatement rémunéré, pour tous les enfants et familles du Nouveau-Brunswick qui doivent ou souhaitent en profiter.

Suite à une recherche qualitative sur les services d'apprentissage et de garde à l'enfance de qualité, menée par Corporate Research Associates, Inc. à l'été 2007, on notait clairement que les parents, particulièrement les mères, étaient d'avis qu'ils subissaient un désavantage économique dû à l'accès insuffisant aux programmes d'apprentissage et de garde à l'enfance. La Coalition s'est intéressée de près à leurs commentaires, indiquant que les femmes se sentaient désavantagées du point de vue économique, dû à l'absence d'un système de garde universel. Si les mères sentent qu'elles doivent composer avec le manque de programmes de garde accessibles, cela signifie inévitablement qu'elles sont au premier rang de la gestion des compromis entourant l'équilibre travail-famille. Le but de ce projet était donc de puiser à même leur expertise, pour en apprendre davantage sur le financement des services d'apprentissage et de garde par le gouvernement avec l'aide de ces mères, par l'entremise d'un cadre participatif, au sein même de leur communauté.

Le modèle actuel de financement des services de garde répond-il bien aux besoins de la communauté? Nous le avons demandé aux mères... et elles en ont eu long à dire.

Ce projet a été mené en trois étapes, qui seront décrites en détail au cours des paragraphes à venir.

Étape de la recherche

La phase initiale a été consacrée à la recherche et à l'élaboration de modèles de financement des services de garde qui serviraient d'exemples au cours des ateliers. Il fut décidé d'embaucher à contrat un chercheur qui identifierait trois modèles de financement représentatifs de la réalité actuelle au Canada, mais qui trouverait également d'autres modèles de financement.

Nous savions déjà que les investissements du gouvernement dans les soins et l'éducation à l'enfance sont toujours principalement dirigés vers le porte-monnaie des parents et non vers le financement de programmes ou d'un système de garde national. L'enveloppe budgétaire fédérale actuelle pour les services de garde est de 5,6 milliards de dollars. Cependant, 80 % (soit 4,5 milliards de dollars) est remis directement aux parents, qui peuvent le dépenser à leur guise, 9 % est remis aux provinces, qui l'investissent à leur guise pour les jeunes enfants et leurs familles et seulement 11 % (soit 600 millions de dollars) est, théoriquement, dédié à l'augmentation des places et l'amélioration des services dans les services de garde.¹ Nous tenions à savoir ce qu'en pensaient les mères et comment, selon elles, l'attribution de ces fonds pouvait avoir un impact sur les services de garde et les programmes dans leurs communautés.

Il était important pour nous que la recherche tienne compte du contexte actuel des services de garde au Nouveau-Brunswick, mais qu'elle soit également adaptable aux communautés dans lesquelles nous offririons des ateliers, au cours du projet. Nous voulions que les mères puissent appliquer les informations données au cours de l'atelier à leur propre communauté.

Trois modèles de financement furent élaborés qui regardent trois manières dont le gouvernement peut investir des argents dans les services de garde à l'enfance, soit : **financement du parent, financement du programme et financement du système**. Ces trois modèles de financement s'inscrivent dans un continuum qui passe de l'approche la plus individualiste (fonds publics liés aux parents), financement du parent, au plus systémique (fonds publics liés aux programmes ou à un système qui soutient les programmes).

¹ http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/Our_Schools_Ourselves/OS_OS_95_Dallaire_Anderson.pdf

Modèles de financement des services de garde

« Financement du parent »

Les services d'apprentissage et de garde y sont perçus comme un bien de consommation et le financement public est lié à l'admissibilité de chaque parent (axé sur la demande). Il s'agit d'une approche axée sur le marché, où les services de garde sont perçus comme un produit qui doit être acheté par les parents. Si les parents ne peuvent défrayer les coûts des services de garde agréés, ils doivent faire appel à d'autres milieux que les services réglementés, ou demander de l'aide sous la forme de subventions gouvernementales (à condition de répondre aux critères d'admissibilité). Il s'agit d'une approche très individualiste aux services de garde, où chaque famille est tenue responsable du fardeau financier que représentent ces services et où l'on n'accorde pas aux avantages des services d'apprentissage et de garde la même valeur que l'on accorde aux demandes du marché. Les services exploités sous ce mode de financement sont habituellement privés, soit sans but lucratif et commerciaux. Des exemples contemporains de ce modèle de financement sont la Prestation universelle pour la garde d'enfants, mise en place par le gouvernement du Canada en 2006 et le Programme de subventions pour les services de garde à l'enfance du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

« Financement du programme »

Ce modèle de financement penche vers le développement structuré de services de soins et d'éducation à l'enfance, puisque le financement y est affecté à un éventail de programmes individuels. Le financement destiné aux services de garde est subdivisé et affecté à différents programmes ayant des objectifs variés. Les fournisseurs de services de soins et d'éducation à l'enfance doivent présenter une demande de financement à chacun des programmes.

Dans ce modèle, les fonds publics sont destinés à des programmes spécifiques, qui répondent aux critères d'admissibilité, mais le développement des services est axé sur le marché. Comme dans le modèle de financement précédent, les services sont habituellement du domaine privé (sans but lucratif et commerciaux). Par exemple, la province de Québec utilise ce modèle de financement pour la livraison de services dans cette province.

« Financement du système »

Le financement des services de soins et d'éducation à l'enfance est affecté directement à un système qui soutient les programmes pour les familles. Ce modèle de financement adopte une perspective de « bien public » envers les services de garde, qui y sont perçus non pas comme un bien de consommation que doivent acheter les parents, mais bien comme un bien public rendu accessible aux familles par le biais d'efforts collectifs. Les avantages sociaux des services d'apprentissage et de garde universels sont reconnus et

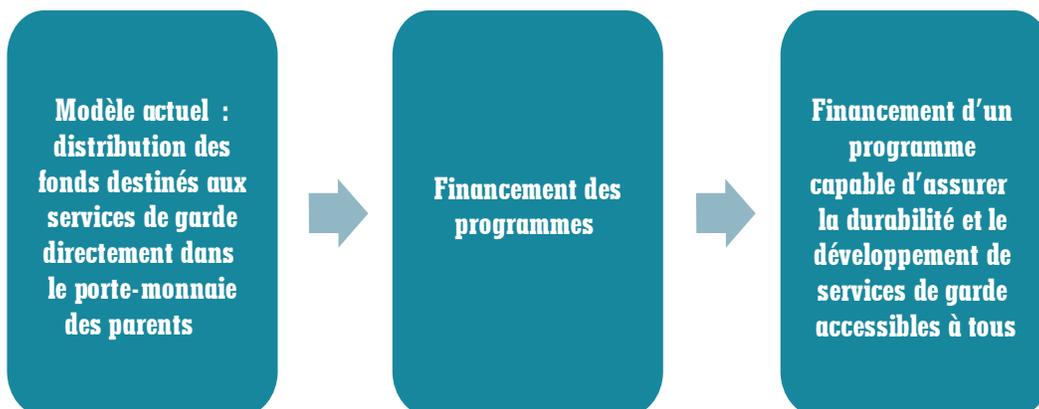
le gouvernement en défraie une grande partie ou la majorité des frais. Des frais peuvent être facturés aux parents sous diverses formes. La plupart des services sont des services publics; les services commerciaux sont peu communs. La Suède offre un très bon exemple de ce modèle de financement des services de garde. Son système d'éducation à la petite enfance peut être comparé au système scolaire public et est souvent intégré à même les écoles.

Financement des services de garde au Nouveau-Brunswick

Le financement des services de garde au Nouveau-Brunswick reflète de plus près le modèle « financement du parent ». Dans l'ensemble, le Canada reflète également ce modèle de « financement du parent », à l'exception de quelques initiatives relevant du modèle « financement du programme ».

Un résumé du financement des services d'apprentissage et de garde à l'échelle locale (Nouveau-Brunswick), nationale (Canada) et internationale (exemples sélectionnés) a également été dressé. Cet exercice a permis aux participants d'avoir une vue d'ensemble de la formation des modèles de financement des services de garde. En plus du contexte régional fourni au sujet des modèles de financement des services de garde, des exemples concrets (tout en prose) de l'apparence éventuelle de chaque modèle furent élaborés. Par exemple, l'expérience de Chantal et Sophie raconte les difficultés vécues par deux mères, l'une vivant un désavantage économique important comparativement à l'autre et les différents éléments qui entrent en jeu lorsque le financement des services de garde dépend de l'approche « financement du parent ». Des exemples semblables furent fournis pour chacun des modèles de financement.

Schéma 1. Continuum des modèles de financement des services de garde



Ateliers Voix de mères

Étape des ateliers

Une fois l'étape de la recherche complétée, nous sommes passées à l'étape « ateliers » du projet. Six communautés cibles furent choisies pour les ateliers. Ces communautés étaient : Dieppe, Fredericton, Campbellton, YMCA Fredericton et Moncton, Shédiac et St-Andrews. Notre objectif était d'encourager les mères à lâcher un peu prise face à leurs frustrations et aux défis actuels en matière de services de garde et à se concentrer davantage sur les types d'organisation possible des services de garde. Nous tenions à ce que les mères rêvent à différentes possibilités. Nous avons donc structuré les ateliers de sorte à limiter les discussions entourant les frustrations, afin de passer plus de temps à l'exploration des modèles de financement. Dès nos premiers ateliers avec les mères, soit à Dieppe et Fredericton, nous nous sommes rendu compte que nous devions laisser davantage place aux mères, pour qu'elles expriment leurs préoccupations, pour ensuite pouvoir passer à l'exploration des modèles de financement. Les commentaires reçus après chacune des rencontres nous ont aidés à améliorer constamment nos ateliers.

Les mères participantes trouvèrent à leur arrivée des tables sur lesquelles on avait éparpillé de faux billets d'argent. Nous leur avons expliqué que nous voulions qu'elles dépensent cet argent sur le « financement de services de garde » et qu'elles avaient (pour la durée de l'atelier, bien entendu), le pouvoir d'affecter où elles le voulaient ces dollars. Les ateliers commencèrent donc par une brève introduction du projet et de la Coalition, suivie par une petite activité brise-glace.

Après cette introduction, une brève période fut consacrée à un échange sur les frustrations que vivent les mères par rapport aux services de garde. Tel que nous l'avons déjà mentionné, nous avons appris à quel point il est important de donner aux mères cette occasion d'exprimer leurs frustrations. Suite à ce segment de l'atelier, nous sommes passées à un stade de visualisation. Cette activité servait de transition entre les frustrations, les besoins non satisfaits et le rêve de services de garde « idéaux ». Les mères participantes étaient donc mises au défi d'imaginer un monde où les services de garde seraient comparés à d'autres biens publics, tels les bibliothèques, les parcs publics et les maternelles, qui n'étaient pas non plus perçus, il y a un certain temps, comme un bien public, mais qui le sont devenus grâce à la reconnaissance de leur importance. L'expérience de visualisation terminée, les mères furent invitées à partager leur situation idéale, en matière de services de garde. (Les résultats des discussions seront abordés un peu plus loin dans ce rapport). La majeure partie de l'atelier, cependant, fut consacré à l'étude du continuum des modèles de financement élaboré aux fins des ateliers.

Une introduction aux modèles de financement fut présentée et une discussion appuyée de documents imprimés (incluant des tableaux, continuums et études de cas) et animée

par une représentante de la Coalition suivit. À toutes les étapes de la discussion, les mères participantes furent encouragées à poser des questions et à utiliser leur communauté comme cadre de référence en pensant aux différents modèles de financement.

Suite aux discussions entourant les différents modèles de financement, les membres du groupe étaient invités à prendre une décision collective (pas nécessairement un consensus en soi) sur le modèle de financement qu'ils jugeaient le mieux adapté aux besoins en matière de services de garde de la communauté.

Pour conclure l'atelier, une mère participante était nommée ou élue représentante du groupe. Le rôle de cette mère était d'agir comme lien entre le groupe au sein de la communauté et la Coalition. Elle est responsable de la distribution du rapport et du partage et de la cueillette des commentaires. Les mères représentantes seront invitées à participer à la présentation publique des résultats finaux à Fredericton.

Communautés cibles

Nous avons cherché à entendre les voix de mères de tous les coins de la province et, pour ce faire, nous avons visité diverses communautés. Nous avons fait de notre mieux pour choisir des communautés représentatives des différentes situations que vivent les parents du Nouveau-Brunswick. Lors de chaque atelier, nous avons entendu des commentaires différents : une différente perspective, un différent point de vue sur les modèles de financement et une différente vision des changements jugés nécessaires. Malgré tout, certaines frustrations semblaient universelles. En tout, nous avons animé 7 ateliers dans 6 communautés différentes. Nous nous sommes rendues à Dieppe, Fredericton, Campbellton, Shédiac, St-Andrews et Moncton.

Les quatre obstacles gênant l'accès aux services de garde, selon les mères que nous avons consultées : coût, qualité, insuffisance de places et insuffisance de services pour nourrissons.

Préoccupations communes pour les mères du Nouveau-Brunswick

Nous avons vite constaté que certains enjeux étaient prioritaires pour les mères qui ont participé aux ateliers. Partout où nous allions, nous entendions parler des frustrations et des obstacles liés à ces mêmes circonstances. Ces ateliers rassemblaient un groupe très varié de mères et, bien que leurs expériences aient été uniques, un point important ressortait : toutes partageaient des points communs en ce qui a trait aux services de garde et les modèles de financement.

En plus de ces défis communs, d'autres préoccupations furent exprimées par deux communautés ou plus, dont :

- les services d'apprentissage et de garde pour les enfants à besoins particuliers;
- le processus complexe et la difficulté d'accéder aux services et programmes;
- l'inaccessibilité (aucune place disponible);
- l'insuffisance de services francophones en milieu minoritaire;
- les longues listes d'attente... mal gérées ou sans gestion aucune;
- le manque de flexibilité;
- les heures d'exploitation qui ne répondent pas aux besoins des familles;
- les services à temps partiel vs services à temps plein;
- les services de garde qui ne répondent pas aux besoins des travailleurs saisonniers;
- le sentiment d'être mal informés et la difficulté à accéder aux informations relatives aux services.

Points marquants de différentes communautés

Dans chaque communauté, certaines expériences apparaissaient plus pressantes qu'ailleurs. Voici un résumé des défis qui nous ont été partagés par les mères de chaque communauté.

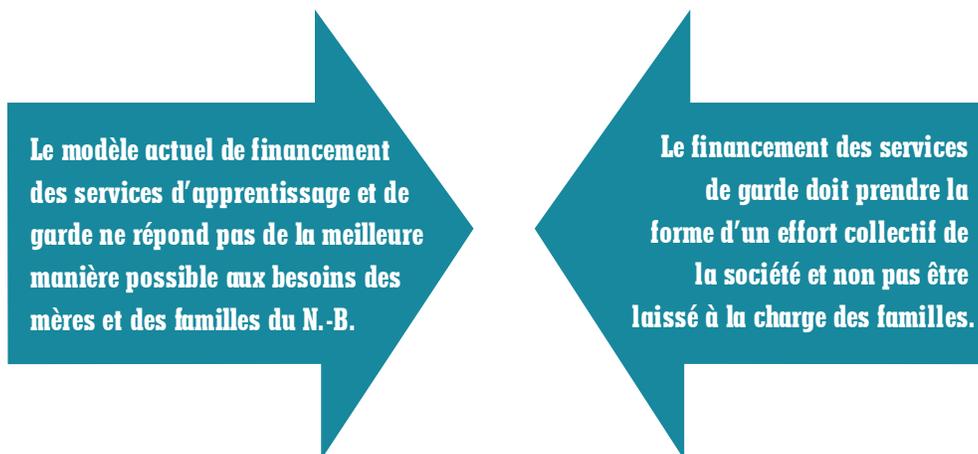
Schéma 2. Points marquants.

Fredericton (mères monoparentales)	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité des places en services agréés • Peu de soutien pour les mères monoparentales pendant les périodes de transition (assistance sociale au marché du travail)
Dieppe	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de programmes éducatifs • Rotation du personnel élevée – impact sur la qualité • Participation des parents insuffisante
Shediac	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de flexibilité (parents qui doivent voyager, travail par quarts, tempêtes, jours de maladie, etc.) • Soins pour nourrissons insuffisants
Campbellton	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet des enfants à temps partiel et à besoins spéciaux • Aucune flexibilité pour les travailleurs saisonniers
St-Andrew's	<ul style="list-style-type: none"> • Coût plus élevés que le salaire de la mère, laissant cette dernière dans une position difficile • Temps à l'extérieur insuffisant • Accès insuffisant isole les mères de leurs communautés
Moncton	<ul style="list-style-type: none"> • Services avec personnel insuffisant - peuvent poser un risque pour la sécurité et affecter grandement la qualité des services. • Situation difficile pour les parents d'enfants à besoins particuliers. Coûts élevés et déraisonnables, peu de flexibilité, difficile de trouver des ressources et refus de desservir leur enfant quand une place se libère
Fredericton	<ul style="list-style-type: none"> • Accès difficile à de l'information sur les services gouvernementaux, tels les subventions et les programmes • Les mères récemment arrivées au Canada ont de la difficulté à trouver un soutien en matière de services de garde et sont souvent les plus isolées : leur réseau social est plus étroit que celui de femmes ayant vécu au Canada

Voix de mères au sujet du financement des services de garde au Nouveau-Brunswick

Les mères qui ont participé aux ateliers ont partagé une variété d'opinions et de points de vue sur les modèles de financement des services d'apprentissage et de garde à l'enfance. L'analyse des résultats et de l'information partagée par les mères des 7 ateliers nous a amenés à deux conclusions très claires. La plupart des mères sont d'avis que le modèle de financement actuel ne répond pas de la meilleure manière possible aux besoins des parents dans leurs communautés et qu'il est nécessaire de passer du modèle actuel (« financement du parent ») à des modèles de financement collectif des services de garde, tels le « financement du programme », ou le « financement du système ».

Schéma 3. Conclusions au sujet des modèles de financement – Toutes les communautés participantes



La plupart des mères sont d'avis qu'il faut apporter des changements au financement des services de garde, puisque ces derniers ne répondent pas aux besoins de leurs communautés.

Financement des services de garde : paroles de mères

Dieppe

Notre atelier pilote eut lieu à Dieppe, une communauté à prédominance francophone ayant connu une croissance significative au cours des 10 dernières années et abritant plus de 20 000 habitants. Dieppe est confrontée à de nouveaux et passionnants défis, au fur et à mesure que croît sa population, dû à l'urbanisation des communautés francophones rurales. Cet atelier eut lieu dans un centre de services de garde sans but

lucratif de Dieppe. Suite à une discussion sur les modèles de financement des services de garde, les mères étaient d'avis que la communauté de Dieppe pourrait profiter d'une évolution du modèle de « financement du parent » actuel vers le modèle de « financement du système ». Les avantages mentionnés comprenaient un stress moins important pour les parents, des services normalisés et une plus grande cohérence, une certaine sécurité économique pour les femmes et les hommes, des recettes fiscales accrues (permettant aux mères d'intégrer le milieu de travail, améliorant leur sécurité financière et augmentant les impôts payés en tant que travailleuse), la présence de services dans tous les milieux – même dans les régions rurales, là où la population est moindre, et l'accès à une place subventionnée par l'État pour les enfants, peu importe leur âge.

Les désavantages ont également été abordés. Les mères participantes ont mentionné que les taxes pourraient augmenter et qu'advenant une normalisation, les fournisseurs de services de garde pourraient y laisser l'individualité de leurs services.

Fredericton

La deuxième communauté où nous nous sommes arrêtées était Fredericton. Il s'agit d'une ville où l'on parle couramment le français et l'anglais, abritant environ 80 000 habitants.

L'atelier de Fredericton eut lieu dans un centre de garde sans but lucratif. En discutant des modèles de financement des services de garde, les mères participantes se sont fortement exprimées en faveur d'une évolution à partir du modèle actuel de « financement du parent » vers le modèle de « financement du système ».

Elles ont souligné que la présence d'un système de services de garde leur permettrait de travailler à l'extérieur de la maison ou de poursuivre leur éducation en toute tranquillité d'esprit, sachant que leurs enfants sont entre bonnes mains pendant qu'elles travaillent ou étudient, augmenterait le bien-être général de la famille, diminuerait le niveau de stress et diminuerait les coûts exorbitants des services de garde que doivent défrayer les familles. Les mères présentes étaient d'avis que la mise en place d'un système pouvant répondre aux besoins de la communauté offrirait une plus grande flexibilité et comblerait les besoins liés à la langue et à la culture.

De plus, une mère a indiqué que les mères monoparentales se trouvent dans une situation très difficile quand survient un imprévu tel une hospitalisation, comme elles n'ont pas de partenaire pour s'occuper des enfants.

Pour celle-ci, une approche plus systémique aux services de garde signifie que les parents seuls seraient mieux outillés pour faire face aux urgences quand elles surviennent. Une mère nous a également expliqué que les programmes de soutien au revenu comme la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) étaient importants pour elle et qu'elle lui permettait de faire des choix en ce qui concerne son enfant.

Shédiac

Communauté touristique rurale, Shédiac est un milieu francophone qui abrite un peu moins de 6000 habitants. Plusieurs parents voyagent à Moncton pour le travail, mais on y compte également un grand nombre de travailleurs saisonniers. Les mères ayant participé à l'atelier de Shédiac ont apporté de nouvelles perspectives à la discussion sur le financement des services de garde. Tout d'abord, plusieurs d'entre elles ont fait valoir qu'elles n'étaient même pas au courant du fait que leur Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) était imposable et ainsi, questionnèrent s'il s'agissait bien du meilleur investissement de nos « dollars destinés aux services de garde », qui finalement ne sont pas consacrés au développement durable de services de garde qui répondent aux besoins de Shédiac. Certaines ont demandé si les fonds investis dans la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) pourraient être mieux dépensés et ont avoué utiliser leur chèque pour répondre aux besoins de leurs familles – la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) n'étant pas toujours consacrée aux frais de garde d'enfants.

Les mères de Shédiac étaient d'avis qu'afin de mieux répondre aux besoins non satisfaits de leur communauté, davantage de fonds devraient être investis directement dans les programmes. Elles s'entendaient également pour dire que des investissements au niveau des programmes leur permettraient un meilleur accès aux services de garde dans leur communauté et, ainsi, leur fourniraient une plus grande sécurité financière – tout en offrant à leurs enfants un excellent départ, grâce à une éducation précoce.

Campbellton

Campbellton est une ville située dans une zone rurale du nord du Nouveau-Brunswick. Sa population, en 2006, s'élevait à 7834 habitants. L'atelier de Campbellton était offert en français à des mères de diverses situations professionnelles vivant des circonstances variées par rapport aux services de garde. Bien que leurs expériences aient été différentes, un point commun fut identifié. Selon les mères de Campbellton ayant participé aux ateliers, les besoins en matière de services de garde ne sont pas comblés, dans leur communauté, par notre modèle de financement actuel. Certaines ont expliqué qu'on leur avait refusé les services de garde parce qu'elles cherchaient une place à temps partiel et qu'il était plus profitable pour le fournisseur de services de garde d'offrir cette place à un enfant à temps plein que d'accommoder sa famille en lui offrant une place à temps partiel. Cette situation est particulièrement difficile pour les familles où les parents sont travailleurs saisonniers. De plus, les mères de Campbellton ont questionné l'efficacité de la Prestation universelle pour les services de garde, une initiative qui reflète le modèle de « financement du parent ». Une mère a demandé si l'argent consacré à distribuer à chaque parent la somme de 100 \$ (imposable) par mois en valait véritablement la peine. Le groupe s'est vite lancé dans une discussion suggérant que si les fonds étaient consacrés à la construction d'un système, plutôt qu'à la distribution directe de

fonds aux parents, certaines améliorations pourraient être apportées aux défis d'ordre général que doivent surmonter les parents de Campbellton. Les participantes ont également reconnu la difficulté d'éliminer un tel paiement une fois les parents habitués de le recevoir. Elles ont affirmé que si un changement devait avoir lieu, la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) devrait être éliminée graduellement et de nouvelles stratégies mises en place de sorte à rendre les services de garde plus accessibles et non augmenter le fardeau, sans l'assistance partielle de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE). Les participantes ont reconnu que plusieurs parents ne réagiraient peut-être pas positivement aux changements, en premier lieu, mais qu'en voyant les résultats d'une planification systématique des services de garde, ils comprendraient l'importance de ce changement.

On nous a également suggéré de prolonger la durée du congé de maternité à deux ans pour couvrir la période où tant de parents éprouvent des difficultés à trouver des services de garde pour leurs bébés de 12 mois et, au lieu de distribuer directement aux parents « les fonds destinés aux services de garde », consacrer plutôt cet argent à la création d'un système où l'on créerait des places pour les enfants de 3, 4 et 5 ans.

Ce groupe de mères affirma que nous devons penser collectivement aux services de garde, parce que les avantages d'offrir à nos enfants un bon début ont des répercussions très larges pour notre société dans son ensemble. Elles étaient d'avis que le financement du programme pour les services de garde doit être mis en place et que les endroits où sont investis les fonds pour les services de garde ont un impact sur la diminution des frais de garde et l'augmentation de l'accès.

Fredericton – Partenariat avec le YMCA

Un deuxième atelier eut lieu à Fredericton, au YMCA. Nous y avons rencontré un groupe dynamique de 21 mères monoparentales, qui vivent toutes des circonstances uniques, mais ont toutes une chose en commun; elles sont confrontées à des défis uniques par rapport aux services de garde. Bien que toutes les mères soient confrontées à des défis, dû à l'état actuel des services de garde, les mères monoparentales ressentent une pression encore plus grande, parce qu'elles n'ont personne avec qui partager les responsabilités. Ainsi, si leurs arrangements en matière de services de garde sont inadéquats, ce sont elles qui ramassent les pots cassés – souvent avec très peu d'alternatives.

Une discussion productive sur les modèles de financement des services de garde s'est soldée par un consensus au niveau du groupe, qui a affirmé que les fonds destinés aux services de garde devraient être consacrés à un système inclusif pour tous. En explorant le modèle du Québec, elles ont dit penser que ce modèle répondrait mieux à leurs besoins. Le coût quotidien maximum était un élément qui, selon elles, leur rendrait les services d'apprentissage plus abordables et plus accessibles.

St. Andrews By-the-Sea

Les mères de St. Andrews qui ont participé à l'atelier ont dit croire que le gouvernement avait un rôle important à jouer dans le développement de services de garde dans leur communauté. Elles se sont montrées très préoccupées par le fardeau que portent les parents, en ce qui a trait aux services de garde. Une longue période fut consacrée à la discussion des répercussions positives démontrées et de grande portée qu'ont les services de garde et des conséquences dévastatrices qui surviennent quand les parents ne peuvent profiter des services nécessaires. Les mères de St. Andrews ont parlé de la dynamique unique de leur communauté, découlant du fait que plusieurs travailleurs sont des employés saisonniers de l'industrie touristique, ou qui oeuvrent à l'extérieur de la communauté et doivent parcourir de grandes distances. Les mères qui ont participé étaient d'avis que si le financement était affecté directement aux programmes plutôt qu'aux parents, leur communauté serait peut-être mieux équipée pour faire face aux défis uniques auxquels elle est confrontée, en ce qui a trait aux programmes et services de garde. Elles ont affirmé avoir été forcées de choisir d'être des mères au foyer, alors qu'elles sont parfaitement capables et prêtes à travailler. Elles trouvent cela injuste. Une mère a ajouté qu'il n'est même pas nécessairement rentable pour elle de demeurer à la maison avec ses enfants et qu'occuper un emploi aiderait sa famille à vivre moins de stress par rapport à l'argent, mais qu'être une mère au foyer était le moindre de deux maux, les frais de garde étant tout simplement astronomiques pour une famille avec 3 enfants.

Étape de l'analyse

Dans la troisième étape du projet, nous avons fait la compilation des commentaires reçus des mères dans un rapport. Ce rapport fut validé par les mères.

Bien que les mères ayant participé à l'atelier sentent de toute évidence qu'une multitude d'avantages accompagnent le financement de services de garde collectifs, les avantages ne s'arrêtent pas là. Il serait difficile de s'opposer aux avantages de grande envergure et de longue portée - pour la société dans son ensemble - découlant de la livraison de services d'apprentissage et de garde de qualité et abordables à tous ceux qui doivent ou souhaitent s'en prévaloir. Les mères ayant participé aux ateliers en étaient certainement conscientes.

L'écart est donc bien évident entre ce que les parents – particulièrement les mères – ont à dire au sujet du financement des services de garde et ce que les décideurs en matière de services de garde affirment que disent les parents. Les mères à qui nous avons parlé ne voient peut-être pas toutes les choses du même œil, mais comme le démontre ce rapport, une chose demeure claire : elles s'entendent toutes pour dire que la transition vers

une approche systémique à partir de notre modèle de financement actuel pourrait favoriser davantage l'accès aux programmes de garde d'enfants et améliorer leur bien-être

Bien que nous ne pouvions parler au nom de toutes les femmes du Nouveau-Brunswick, les résultats de ce projet démontrent clairement que le financement joue un rôle important dans l'équation de l'accès aux services de garde et les mères à qui nous avons parlé en sont parfaitement conscientes. D'autres études ont également dressé des parallèles à ces résultats. Un sondage de la firme Environics² a effet démontré que 77 % des Canadiens croient que l'insuffisance de services de garde abordables est un problème sérieux. De plus, un sondage mené en 2006 démontrait que trois quarts des Canadiens appuient la création d'un programme national d'apprentissage et de garde à l'enfance.³ Un autre sondage plus récent, mené par Today's Parent⁴, suggère que les parents sont en majorité insatisfaits de leurs arrangements en matière de garde d'enfants, particulièrement dû aux coûts qui y sont associés.

Le coût des services de garde est certes l'un des plus sérieux obstacles pour les parents, tel que nous avons pu le constater dans le cadre du projet Voix de mères.

La voix d'une mère...

Une participante nous a parlé du peu de choix dont disposent vraiment les monoparentales. Vivre d'un salaire peu élevé n'était pas son choix, mais s'un tournant inattendu et elle doit maintenant faire face seule, la plupart de ses préoccupations en matière de services de garde. Avoir un peu de temps est important, en tant que mère et en tant que personne. Mais cela devient pour une chef de famille monoparentale, nous a-t-elle expliqué. Elle nous a de ce sentiment d'isolement, qui se veut une réalité bien présente pour les dans le contexte de la capacité d'accès aux services de garde des parents monoparentaux.

² http://www.acpsge.ca/PDF/EnvironicsReport_Attitudes_a_legard_des_SG.pdf

³ http://www.acpsge.ca/PDF/reports/fr_Poll_Fact_Sheet.pdf

⁴ Hoffman, John (2010). Child Care Costs Across Canada, Today's Parent, March 15.

Conclusion

Les mères semblent favoriser un modèle de financement collectif pour les services de garde à l'enfance; nous devons donc étudier de près les lacunes notre modèle actuel. Les mères sont pour nous des spécialistes en matière de services de garde et d'arrangements requis par les familles pour maintenir l'équilibre travail-famille. La Coalition des services de garde à l'enfance est d'avis que les ateliers menés dans le cadre de ce projet ont donné aux mères l'occasion de partager leur expertise et, par le fait même, nous avons acquis une meilleure compréhension de l'importance du financement des services et des programmes d'apprentissage et de garde à l'enfance. Nous espérons – et espérons toujours – que les décideurs reconnaîtront cette expertise et en tiendront compte dans leur planification et leurs décisions futures relatives aux services de garde.

Schéma 4. Sommaire des conclusions



Une suggestion des participantes à ce projet : il faut reconnaître la valeur d'offrir aux enfants un bon départ – les avantages sociaux et économiques – ainsi, notre modèle de financement pourrait être adapté à la valeur accordée à ces années cruciales et au développement que nous pouvons leur offrir grâce aux services d'apprentissage et de garde.